



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Avis 52.962/4
52.963/4
du 20 mars 2013

Advies 52.962/4
52.963/4
van 20 maart 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal 'portant approbation des investissements relatifs à la base de données visée à l'article 22, § 2 de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2011' (52.962/4) ;

un projet d'arrêté royal 'portant approbation des investissements prévus en faveur de la base de données visée à l'article 22, § 2 de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques pour les années 2012 et 2013' (52.963/4).

een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende goedkeuring van de investeringen met betrekking tot de databank bedoeld in artikel 22, § 2, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie voor de periode van 1 januari 2007 tot 31 december 2011' (52.962/4);

een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende goedkeuring van de geplande investeringen ten behoeve van de databank bedoeld in artikel 22, § 2, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie voor de jaren 2012 en 2013' (52.963/4).

Le 27 février 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur

- un projet d'arrêté royal 'portant approbation des investissements relatifs à la base de données visée à l'article 22, § 2 de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2011' (52.962/4) ;

et sur

- un projet d'arrêté royal 'portant approbation des investissements prévus en faveur de la base de données visée à l'article 22, § 2 de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques pour les années 2012 et 2013' (52.963/4).

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 20 mars 2013. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Bernard BLERO, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre LIÉNARDY.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 20 mars 2013.

*

Op 27 februari 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over

- een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende goedkeuring van de investeringen met betrekking tot de databank bedoeld in artikel 22, § 2, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie voor de periode van 1 januari 2007 tot 31 december 2011' (52.962/4);

en over

- een ontwerp van koninklijk besluit 'houdende goedkeuring van de geplande investeringen ten behoeve van de databank bedoeld in artikel 22, § 2, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie voor de jaren 2012 en 2013' (52.963/4).

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 20 maart 2013. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Bernard BLERO, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre LIÉNARDY.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 20 maart 2013.

*

1. Les deux projets à l'examen entendent approuver les investissements à la base de donnée visée à l'article 22, § 2, de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques', l'un pour la période du 1^{er} janvier 2007 au 31 décembre 2011, l'autre pour les années 2012 et 2013.

Ils se donnent tous les deux pour fondement juridique l'article 30, § 5, alinéa 2, de la loi du 17 janvier 2003 'relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges', tel que remplacé par l'article 66 de la loi-programme du 20 juillet 2006.

L'article 22, § 2, de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 dispose comme suit :

« § 2. Une base de données est créée à l'Institut relative aux catégories des bénéficiaires du tarif social.

Pour autant que ceci s'avère nécessaire pour l'application du tarif social la base de données a :

1° accès au Registre national des personnes physiques, institué par la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques ;

2° le droit d'utiliser le numéro d'identification du Registre national.

L'opérateur qui est prié par un bénéficiaire d'octroyer le tarif social, informe la base de données de cette demande. Celle-ci vérifie si le bénéficiaire concerné n'a pas déjà profité de ce droit auprès d'un autre opérateur.

L'Institut détermine les pièces qui doivent établir la preuve qu'il est satisfait aux conditions d'octroi du tarif social.

L'Institut est habilité à vérifier, en collaboration avec les prestataires du tarif social, si le bénéficiaire a encore droit au tarif social. L'Institut ne peut exercer ce droit qu'une fois tous les deux ans ».

Quant à l'article 30, §§ 2 à 5, de la loi du 17 janvier 2003, il prévoit ce qui suit :

« § 2. Le remboursement des frais d'investissement et des frais d'entretien de la base de données visée à l'article 22, § 2 de l'annexe à la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques est reparti comme suit :

a) 10 pour cent des frais d'investissement et 20 pour cent des frais d'entretien de la base de données sont imputables en parts égales entre les prestataires des tarifs sociaux ;

b) 40 pour cent des frais d'investissement et des frais d'entretien de la base de données sont imputables aux prestataires des tarifs sociaux proportionnellement au nombre de leurs clients auxquels ils appliquent le tarif social ;

c) 40 pour cent des frais d'investissement et des frais d'entretien de la base de données sont imputables aux prestataires des tarifs sociaux proportionnellement à leur utilisation effective du système de gestion de la composante sociale du service universel ;

d) 10 pour cent des frais d'investissement de la base de données sont imputables à l'Institut.

§ 3. Pour l'application du point a) du paragraphe précédent, ne sont pas pris en compte les prestataires des tarifs sociaux qui ont un chiffre d'affaires sur le marché de la téléphonie publique inférieur à 1 240 000 euros.

Pour l'application du point b) du paragraphe précédent, la proportion de la contribution due par prestataire des tarifs sociaux concerné est calculée chaque jour en fonction du nombre de clients auquel il applique le tarif téléphonique social ce jour.

Pour l'application du point c) du paragraphe précédent, l'Institut prend en compte le nombre de requêtes effectuées vers le système.

§ 4. Sans préjudice du § 2 les frais liés à la mise en place et à l'utilisation éventuelle d'un mécanisme informatique de type flux XML/batch pour la gestion de la composante sociale du service universel sont exclusivement à charge des prestataires des tarifs sociaux qui utilisent ce mode de gestion et de traitement de l'information pour leurs relations avec la base de données tarifs sociaux.

Pour l'application de l'alinéa précédent, les frais sont répartis entre les prestataires des tarifs sociaux concernés conformément au § 2.

§ 5. L'Institut publie la méthode de calcul des frais d'investissement et des frais d'entretien des bases de données mentionnées au § 2 et notifie aux prestataires des tarifs sociaux concernés le montant de leur contribution respective.

Le remboursement des frais concernant des investissements et d'entretien relatifs aux bases de données mentionnées au § 2 intervenus après le 31 décembre 2006, ne peut être réclamé sur la base du présent article qu'à condition que les investissements concernés aient été préalablement approuvés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres ».

2. Il résulte de ce qui précède, ainsi que des intitulés et dispositifs des projets à l'examen, que ces derniers ont pour objet essentiel d'approuver les montants des investissements réalisés ou à réaliser par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications en vue de la création et de la gestion, par ce dernier, d'une base de données.

Quelles que soient les conséquences que peut avoir une telle approbation sur le remboursement de ces frais auprès de tiers, il n'en reste pas moins qu'un tel acte d'approbation constitue un acte de haute tutelle.

Un arrêté royal ayant cet objet est par conséquent dépourvu de caractère réglementaire au sens de l'article 3, § 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Les demandes d'avis sont dès lors irrecevables.

*

1. De twee voorliggende ontwerpen beogen de goedkeuring van de investeringen ten behoeve van de databank bedoeld in artikel 22, § 2, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie', het ene voor de periode van 1 januari 2007 tot 31 december 2011, het andere voor de jaren 2012 en 2013.

Beide geven voor te steunen op artikel 30, § 5, tweede lid, van de wet van 17 januari 2003 'met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector', zoals vervangen bij artikel 66 van de programmawet van 20 juli 2006.

Artikel 22, § 2, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 luidt als volgt:

"§ 2. Er wordt bij het Instituut een gegevensbank opgericht met betrekking tot de categorieën van begunstigden van het sociale tarief.

Voor zover dit noodzakelijk is voor het toepassen van het sociale tarief heeft de gegevensbank:

1° toegang tot het rijksregister van de natuurlijke personen ingesteld door de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

2° het recht om het identificatienummer van het rijksregister te gebruiken.

De operator die door een begunstigde wordt verzocht het sociale tarief te verlenen, stelt de gegevensbank op de hoogte van dit verzoek. Deze laatste gaat na of de betrokken begunstigde het betreffende recht niet reeds geniet bij een andere operator.

Het Instituut bepaalt de stukken die moeten bewijzen dat aan de voorwaarden voor het verlenen van het sociale tarief is voldaan.

Het Instituut is gerechtigd om, in samenwerking met de aanbieders van het sociale tarief, na te gaan of de begunstigde nog recht heeft op het sociale tarief. Dit recht kan het Instituut maximaal eenmaal om de twee jaar uitoefenen."

Artikel 30, § 2 tot § 5, van de wet van 17 januari 2003 luidt als volgt:

"§ 2. De terugbetaling van de investerings- en onderhoudskosten van de gegevensbank bedoeld in artikel 22, § 2, van de bijlage bij de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, wordt op de volgende manier verdeeld:

a) 10 % van de investerings- en 20 % van de onderhoudskosten van de gegevensbank worden in gelijke delen toegerekend aan alle aanbieders van sociale tarieven;

b) 40 % van de investerings- en de onderhoudskosten van de gegevensbank worden aan alle aanbieders van sociale tarieven toegerekend in verhouding tot het aantal van hun klanten op wie zij het sociale tarief toepassen;

c) 40 % van de investerings- en de onderhoudskosten van de gegevensbank worden aan alle aanbieders van sociale tarieven toegerekend in verhouding tot hun daadwerkelijke gebruik van het systeem voor het beheer van het sociale element van de universele dienst;

d) 10 % van de investeringskosten van de gegevensbank worden aan het Instituut toegerekend.

§ 3. Voor de toepassing van punt a) van de vorige paragraaf wordt geen rekening gehouden met de aanbieders van sociale tarieven die op de markt voor openbare telefonie een omzet hebben van minder dan 1.240.000 euro.

Voor de toepassing van punt b) van de vorige paragraaf wordt het aandeel van de bijdrage die de betrokken aanbieder van sociale tarieven verschuldigd is, elke dag berekend op grond van het aantal klanten op wie hij die dag het sociale telefoontarief toepast.

Voor de toepassing van punt c) van de vorige paragraaf houdt het Instituut rekening met het aantal gegevensopvragingen aan het systeem.

§ 4. Onverminderd § 2 zijn de kosten in verband met de eventuele installatie en het eventuele gebruik van een computersysteem van het type flux XML/batch voor het beheer van het sociale element van de universele dienst uitsluitend ten laste van de aanbieders van sociale tarieven die van die manier van beheer en verwerking van de informatie gebruik maken voor hun betrekkingen met de databank sociale tarieven.

Voor de toepassing van het vorige lid worden de kosten onder de betrokken aanbieders verdeeld overeenkomstig § 2.

§ 5. Het Instituut publiceert de methode voor de berekening en de verdeling van de investerings- en onderhoudskosten van de in paragraaf 2 vermelde gegevensbanken en deelt de betrokken aanbieders het bedrag van hun respectievelijke bijdrage mee.

Kosten aangaande investeringen en onderhoud met betrekking tot de in paragraaf 2 vermelde gegevensbanken die na 31 december 2006 plaatsvinden, kunnen op basis van dit artikel enkel worden teruggevorderd op voorwaarde dat de desbetreffende investeringen voorafgaandelijk goedgekeurd werden door de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad”.

2. Uit het voorgaande, alsook uit de opschriften en bepalingen van de voorliggende ontwerpen, volgt dat de ontwerpen als voornaamste doel hebben de goedkeuring van de door het Belgische Instituut voor postdiensten en telecommunicatie uitgegeven of nog uit te geven investeringsbedragen met het oog op de aanleg en het beheer van een databank door het BIPT.

Ongeacht de gevolgen van een dergelijke goedkeuring voor de terugbetaling van die kosten aan derden, blijft een dergelijke goedkeuring niettemin nog altijd een handeling van hoog toezicht.

Een koninklijk besluit met die strekking is derhalve niet van reglementaire aard in de zin van artikel 3, § 1, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

De adviesaanvragen zijn bijgevolg niet-ontvankelijk.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Pierre LIÉNARDY